

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Délégation Développement  
soutenable,  
Environnement, Energie,  
Climat**

Un tour de 360° par l'action climat des Etats  
fédérés et des régions Le programme Fast Start  
Wallonie – Afrique  
5 décembre 2011

Les enjeux du Changement climatique dans la  
gestion et la gouvernance de l'eau et de l'énergie  
COP17 de la CCNUCC Durban -

Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord je veux remercier la région Wallonne qui organise cet événement et qui me donne ainsi l'opportunité de porter la parole de la Région Provence Alpes Cote d'Azur.

La situation est critique et nous en sommes tous conscients c'est l'objet de notre présence ici, trouver une solution ou plutôt des solutions les plus adaptées à chacun de nos territoires.

Face à l'urgence du changement climatique, la Région Provence Alpes Cote d'Azur n'a pas attendu, elle s'est engagée depuis plus de 10 ans

dans la mise en place d'une politique d'atténuation et d'adaptation. C'est peu je le conçois, mais c'est déjà beaucoup au regard du temps du politique.

Et durant ces 10 ans, notre connaissance et compréhension des risques liés au changement climatique et notre responsabilité s'est accrue.

Les phénomènes climatiques qui sont déjà en cours vont s'accélérer, et renforcer les risques : inondations, incendies, glissements de terrain.... au regard de la spécificité de notre Région Provence Alpes Cote d'Azur. Cela nous oblige à repenser un aménagement du territoire intégrant la sécurité des biens et des personnes, mais aussi l'équité spatiale et sociale pour tous en matière d'accès aux ressources naturelles.

Lors de la conférence de Copenhague en décembre 2009, notre assemblée par une délibération « Réussir Copenhague, la région s'engage » a décidé de mettre en application les préconisations en matière de GES définies dans « l'ultimatum climatique de Copenhague » soit une réduction de 40 % d'ici 2020.

Ainsi la Région mène de front des politiques publiques intégrant les deux volets «adaptation et atténuation » notamment dans deux domaines à enjeux importants l'énergie et l'eau.

Dans le domaine de l'énergie, première source de production des GES, nous accentuons nos efforts sur l'efficacité énergétique, la mobilité, et le développement des énergies renouvelables.

Tout d'abord en nous interrogeant sur l'impact de nos politiques en mettant en place un Plan Climat Energie Régional qui est en cours de construction et qui va faire l'objet d'une grande concertation avec les acteurs et la population. Il faut expliquer, partager pour que chacun se sente acteur dans chacune de ses pratiques.

Il faut agir et c'est ce terme que nous avons choisi comme nom à notre action « AGIR + pour l'énergie et la planète ». Cette démarche lancée, il y 5 ans, est un vrai engagement de notre part, politique

mais aussi financier puisque le budget que la Région va y consacrer sera de 130 M € sur la période 2006-2014.

Cette démarche AGIR + permet, au travers de nombreux dispositifs, aux collectivités, aux professionnels, aux associations, et aux citoyens de s'emparer de la question énergétique.

A ce jour, les 1 000 projets soutenus, ont démontré leur faisabilité et leur reproductibilité, à essayer sur l'ensemble de notre territoire.

En effet, l'énergie n'est pas un bien commun comme un autre, comme l'eau et l'air elle est indispensable à notre vie. Elle ne peut être pensée uniquement comme un produit banal dont l'avenir serait guidé par des relations financières ou interétatiques. L'énergie doit être l'affaire des citoyens, des acteurs locaux et des autorités locales et régionales.

C'est pourquoi il est important d'organiser la gouvernance en matière d'énergie en donnant un pouvoir plus important aux Autorités régionales locales, notamment sur les politiques de planification de la production énergétique.

Il nous faut travailler à la construction de territoires autonomes, autonomie énergétique, mais aussi autonomie alimentaire, retrouver la proximité dans les articulations et les échanges.

Il ne s'agit pas de refuser la mondialisation, et de s'enfermer dans une logique de protectionnisme, mais de re-construire la confiance avec nos concitoyens pour donner un sens partagé à la notion de la gouvernance. C'est à mon avis ce que veulent l'ensemble des mouvements des indignés dans leur revendications, faire entendre leurs voix.

Il y a urgence à positionner et reconnaître les Autorités régionales locales comme l'échelon pertinent pour organiser la gouvernance de l'eau et de l'énergie afin que les citoyens ne se trouvent pas prisonniers en terme d'accès, d'approvisionnement, de gestion, ...

Sur le deuxième thème l'eau, tout aussi important que l'énergie, notre collectivité est fortement impliquée. Historiquement notre territoire possède un système de gestion et de gouvernance de l'eau nous protégeant de la pénurie.

La gestion de l'eau est une affaire de solidarité territoriale et d'équilibre entre les différents usages.

C'est un des enjeux que s'est donnée notre collectivité en élaborant son Schéma régional de la Ressource en eau (le SOURSE). Car il n'y a pas de bonne gestion de l'eau sans gouvernance associant tous les acteurs.

Et ca sera un des enjeux du Forum Mondial de l'eau consacré « Aux temps des solutions » qui se tiendra à Marseille à partir du 12 mars 2012.

Tous ces enjeux au regard du changement climatique dépassent les questions techniques, ils sont des enjeux de société et nécessitent que les politiques qui sont mises en place dépassent le simple partage avec les citoyens, mais soient co construit avec eux.

C'est un des messages que portera notre collectivité et son Président Michel Vauzelle, également président de l'ORU FOGAR (Organisation des Régions Unies) lors de l'atelier qu'il présidera sur le thème « prévenir les conflits liés à l'eau par une gouvernance publique au niveau infra étatique » et qui constituera le « temps des régions du Monde » lors du Forum Mondial de l'eau.

En effet, bien souvent les questions de répartition solidaire et équitable de la ressource en eau, peuvent cristalliser des conflits ou des tensions existantes entre populations voisines. Dans leur action, les Autorités régionales locales ont un rôle spécifique à jouer dans la prévention et la gestion de ces crises et peuvent témoigner de l'importance d'une gouvernance multi niveaux dans le développement stratégique des territoires.

C'est pourquoi, notre collectivité, a tenu avec le réseau partenaire NRG4SD, coprésidé par Sao Paulo, à prendre le leadership dans l'organisation de cette session inscrite au programme officiel du forum comme vient de nous le confirmer le Conseil Mondial de l'eau.

Nos amis Wallons qui nous accueillent aujourd'hui seront également partenaires de cet événement,

comme le Québec , les Etats fédérés de Goias et de Sao Paulo au Brésil, le pays Basque, la Région de Saint Louis au Sénégal et le groupe d'Aix qui s'exprimera sur les difficultés de gestion et de gouvernance de l'eau entre territoires israéliens et palestiniens.

En parallèle à cet événement officiel, notre collectivité apporte tout son soutien à l'organisation du Forum Alternatif de l'eau pour que toutes les paroles soient entendues.

A ce titre, je vous invite tous à y participer et à nous apporter vos contributions qui sont les bienvenues pour construire une parole forte des régions. Nous serons très heureux de vous retrouver à Marseille en mars prochain.

Merci